



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/362
22 septembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 81 de l'ordre du jour provisoire*

MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Lettre datée du 11 septembre 1997, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents de la Lituanie et de la Pologne
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la Déclaration que M. Algirdas Mykolas Brazauskas, Président de la République de Lituanie, et M. Aleksander Kwasniewski, Président de la République de Pologne, ont rendue publique à l'issue de la Conférence sur la coexistence des nations et les relations de bon voisinage – garantie de sécurité et de stabilité en Europe, qui s'est tenue les 5 et 6 septembre 1997 à Vilnius.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 81 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
République de Pologne auprès de
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Zbigniew Maria WLOSOWICZ

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
République de Lituanie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Oskaras JUSYS

* A/52/150 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration rendue publique le 6 septembre 1997 à Vilnius par
le Président de la République de Lituanie et le Président de
la République de Pologne à l'issue de la Conférence sur la
coexistence des nations et les relations de bon voisinage
– garantie de sécurité et de stabilité en Europe

Les Présidents de la Lituanie, de la Pologne, du Bélarus, de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lettonie, de la République de Moldova, de la Roumanie et de l'Ukraine et le Premier Ministre de la Fédération de Russie ont participé à une conférence internationale à Vilnius, les 5 et 6 septembre 1997.

Ont également assisté à cette conférence des hommes politiques, des scientifiques et d'autres personnalités, dont des représentants des milieux de la culture, venus d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, d'Islande, de Norvège et de divers autres pays, de même que le Président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et des représentants de l'Union européenne.

Les Présidents de la République de Lituanie et de la République de Pologne ont remercié tous les invités et participants à la Conférence.

Les Présidents lituanien et polonais se sont déclarés très sensibles au soutien que leur ont apporté leurs homologues allemand, américain, français et tchèque, ainsi que divers hommes politiques et autres personnalités, lorsqu'ils ont lancé l'idée de la Conférence.

Les Présidents ont constaté avec satisfaction que la Conférence de Vilnius de 1997 avait atteint son principal objectif – faire comprendre à l'Europe et au reste de la communauté internationale que les bonnes relations entre États voisins contribuent grandement à l'édification d'une Europe stable, sûre et prospère.

Les Présidents ont rappelé qu'il fallait que tous les États respectent les principes de la démocratie, la primauté du droit, la liberté du marché, la liberté d'expression et de réunion, les droits de l'homme et les droits des minorités nationales, tous éléments qui constituent des conditions *sine qua non* pour que l'Europe puisse surmonter ses divisions et que s'y établissent des relations de bon voisinage.

Les Présidents ont réaffirmé que les États ont le droit de choisir librement leurs propres arrangements en matière de sécurité.

Résumant les idées exprimées à la Conférence, les Présidents lituanien et polonais ont affirmé que les États ont tous intérêt à appliquer et à promouvoir les principes du droit international universellement admis, notamment ceux que consacrent la Charte des Nations Unies et les principaux actes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe.

Les Présidents ont souligné que maintenant que la guerre froide appartient au passé, les États représentés à la Conférence ont la possibilité, et la responsabilité devant l'histoire, de développer les relations en Europe centrale et orientale. Ils partagent tous la conviction que le dialogue, la coopération, l'élimination des superstitions et des idées reçues et le respect de la démocratie, des droits de l'homme, des droits des minorités nationales et de la souveraineté des États renforcent la sécurité dans la région et dans toute l'Europe.

Les Présidents se sont déclarés persuadés que l'admission de nouveaux membres à l'Union européenne et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, que souhaitent vivement leurs deux pays, élargirait la zone de sécurité en Europe et, de ce fait, contribuerait fortement à l'édification d'une Europe de liberté, de paix, de sécurité et de prospérité.

On peut dire que les relations qui se sont maintenant établies entre la Lituanie et la Pologne, véritable alliance stratégique, sont les meilleures que ces deux nations aient jamais entretenues au cours de leur histoire. Cela prouve que les pays qui s'appuient sur les principes qui viennent d'être mentionnés peuvent surmonter les désaccords qui les divisaient depuis longtemps et les mésententes et que les minorités nationales peuvent être un facteur de rapprochement et d'union entre États voisins.

Les Présidents lituanien et polonais ont proposé aux participants à la Conférence et à tous les autres États de poursuivre le dialogue ouvert à Vilnius. Il est envisagé de tenir la prochaine conférence en 1999 en Pologne.
